

intérêts et des programmes provinciaux qui pourraient être touchés par les négociations futures, on peut mentionner les entreprises commerciales d'État, les certificats et les normes, ainsi que la réglementation qui s'applique au secteur des services. Nous menons auprès des provinces des consultations étroites au sein de diverses instances, y compris les réunions consultatives fédérales-provinciales sur la politique commerciale et les rencontres régulières des hauts fonctionnaires.

## **Environnement et dimensions sociales du commerce (recommandations 35 à 40)**

La mondialisation ne fait pas que transformer la nature de l'activité économique mondiale : elle force aussi les pouvoirs publics, les milieux d'affaires et les associations de citoyens à considérer d'autres questions soulevées par ce phénomène.

Selon le ministre du Commerce international, nos priorités sociales et nos priorités économiques sont étroitement reliées. La présence de règles plus musclées pour régir les échanges internationaux offre aux Canadiens de nouvelles possibilités de créer des emplois et de faire croître l'économie. À son tour, cette activité économique nous fournit les ressources dont nous avons besoin pour réinvestir dans nos programmes sociaux.

Certes, la fonction principale de l'OMC consiste à veiller à ce que les échanges commerciaux s'opèrent de manière libre et prévisible, mais les prochaines négociations offrent aussi l'occasion d'examiner les liens entre le système commercial mondial et d'autres aspects de l'intérêt public, y compris les normes du travail et la protection de l'environnement.

*« Explorer de nouveaux marchés implique des coûts, mais les revenus qui en découlent dépassent de loin les dépenses. En fait, si ce n'était des exportations, notre entreprise n'existerait plus aujourd'hui. »*

Bruce Friendship,  
président,  
Bayly Communications Inc.,  
Ajax (Ontario)